



NATIONS UNIES LIBRARY

ASSEMBLEE

DEC



GENERALE

UN/SA COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/C.5/35/100

11 décembre 1980

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 91 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1980-1981

Premier rapport sur l'exécution du budget-programme

Rapport du Secrétaire général

1. Le présent rapport, dans lequel le Secrétaire général propose d'apporter des ajustements aux crédits ouverts pour 1980-1981, porte principalement, conformément à la politique établie, sur les incidences des variations des taux de change, de l'inflation et des décisions des organes directeurs dont l'application ne peut être remise à l'exercice biennal 1982-1983.

2. Des renseignements détaillés sur les taux de change appliqués et les indices de prix effectifs dans tous les lieux d'affectation pendant les onze premiers mois de l'exercice biennal ont été rassemblés, examinés et comparés avec les taux et indices sur lesquels on s'était fondé pour calculer le montant des crédits ouverts pour 1980-1981.

3. En examinant le montant des ressources nécessaires pour exécuter les programmes en 1980-1981, le Secrétaire général a tenu compte non seulement de l'effet que les variations des taux d'inflation et des taux de change avaient sur le montant des crédits initialement ouverts, mais aussi de la nécessité de déterminer le montant minimum des crédits additionnels qui seraient nécessaires à ce stade pour éviter de graves difficultés de trésorerie.

Effets des variations des taux de change et des taux d'inflation

4. On trouvera dans le présent rapport quatre tableaux : les tableaux 1 et 2 indiquent les mouvements, effectifs et probables, des taux d'inflation et des taux de change depuis le début de l'exercice biennal en cours, tandis que les tableaux 3 et 4 indiquent l'effet de ces variations sur la classe de l'indemnité de poste payable aux fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures ainsi que sur les traitements des agents des services généraux. Il faut signaler qu'après avoir examiné de façon détaillée l'effet

de ces variations, le Secrétaire général n'a pas appliqué un taux moyen d'inflation à tous les objets de dépense. C'est ainsi qu'un taux d'inflation supérieur à la moyenne a dû être appliqué aux frais de voyage dans tous les lieux d'affectation, aux loyers, aux frais d'éclairage, chauffage énergie et eau et aux dépenses relatives aux communications à New York, Genève et Addis-Abeba. Dans le cas d'Addis-Abeba, l'augmentation de crédit imputable à l'inflation qui est indiquée dans l'annexe I au présent rapport comprend le coût des allocations de logement versées aux fonctionnaires en 1980 pour les dédommager des augmentations de loyers, en attendant que l'indemnité de poste applicable soit ajustée compte tenu de l'enquête sur les salaires qui a été effectuée par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) en octobre 1980.

5. Comme il est indiqué dans l'annexe I les dépenses additionnelles qui sont imputables à l'effet des variations des taux de change et/ou à l'inflation, sur la base des taux indiqués dans le tableau 1, sont estimées à un montant brut de 91 161 700 dollars (soit une somme de 17 603 300 dollars imputable aux fluctuations des taux de change et une somme de 73 558 400 dollars imputable à l'inflation) et à un montant net de 78 810 700 dollars (soit une somme de 15 727 900 dollars imputable aux fluctuations des taux de change et une somme de 63 082 800 dollars imputable à l'inflation). Une ventilation détaillée de ces montants, par chapitre et par facteur d'augmentation ou de diminution, est donnée dans l'annexe I.

Décisions d'organes directeurs

6. Les crédits additionnels ci-après, d'un montant total brut de 1 440 400 dollars, sont imputables à des décisions d'organes directeurs dont l'application ne peut être remise à l'exercice biennal 1982-1983 ni à la date de l'examen du rapport final sur l'exécution du budget-programme, à la fin de 1981 :

/...

Chapitre premier. Politiques, direction et coordination d'ensemble (396 800 dollars)

Dollars

- a) Onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale concernant le développement et la coopération économique internationale :
- Arrangements nécessaires pour préparer la session extraordinaire et conformément au paragraphe 7 de la résolution 34/207 (voir A/C.5/34/92)
Département de l'information (tables rondes de journalistes, personnel temporaire, services contractuels et heures supplémentaires)
- 117 000
- b) Septième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale sur la Palestine :
- Département de l'information (personnel temporaire, services contractuels et comptes rendus dans la presse, à la radio et à la télévision)
- 49 200
- c) Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies :
- Augmentation de la part des dépenses du secrétariat de la Caisse qui est à la charge de l'ONU pour 1981 (décisions du Comité mixte figurant dans le document A/35/9 et modifiées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans le document A/35/720)
- 94 900
- d) Conseil mondial de l'alimentation :
- Services complets d'interprétation et de documentation à fournir en chinois en 1981 (personnel temporaire pour les réunions)
- 135 700

/...

Chapitre 2. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix (710 400 dollars)

Dollars

- a) Par ses résolutions 431 (1978) et 435 (1978), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de nommer un représentant spécial pour la Namibie et a décidé de créer, sous son autorité, un Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) 649 200
- b) Mission du Conseil de sécurité au Moyen-Orient /frais de voyage et dépenses connexes pour la mission du Conseil de sécurité (résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité)/ 61 200

Chapitre 11. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (275 400 dollars)

Dollars

Services linguistiques en chinois et en russe pour les organes subsidiaires de la Commission (personnel temporaire pour les réunions et services contractuels) 257 400

Chapitre 31. Contributions du personnel (75 800 dollars)

Dollars

Augmentation de dépenses imputable à la nomination du représentant spécial pour la Namibie et à la création du GANUPT 75 800

/...

Economies et autres changements

7. Sont inclus sous cette rubrique les facteurs qui, dans l'ensemble, compensent les effets de l'inflation et des variations des taux de change et ceux d'un nombre limité de cas dans lesquels des crédits additionnels sont nécessaires.

3. Le Secrétaire général prévoit des économies et d'autres changements dont le montant brut total (39 427 200 dollars) est à déduire des dépenses prévues et qui résultent principalement d'une augmentation du nombre des postes permanents vacants, par rapport aux prévisions initiales, d'une diminution des montants nécessaires pour les dépenses communes de personnel dans le cas de la Commission économique pour l'Amérique latine (chapitre 12) et de retards dans le projet de travaux de construction à Nairobi ^{1/}, pour lequel le Secrétaire général estime maintenant qu'il ne faudra que 2 690 000 dollars de plus que le montant reporté de l'exercice biennal précédent. En conséquence, le Secrétaire général propose que le crédit qui a été ouvert initialement à cette fin pour l'exercice biennal en cours soit réduit de 12 500 000 dollars (chapitre 32). Le Secrétaire général rendra compte de tous autres ajustements qui s'avéreront nécessaires en 1981 dans le rapport sur l'état d'avancement des travaux qu'il présentera à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session ainsi que dans son rapport de l'année prochaine sur l'exécution du budget-programme.

9. Il faut signaler que les dépenses communes de personnel ont été plus élevées que prévu dans le cas du Conseil mondial de l'alimentation (chapitre premier) et de la Commission économique pour l'Afrique (chapitre 13).

10. Des crédits additionnels d'un montant total de 2 326 600 dollars, dont le détail est indiqué ci-après pour les chapitres pertinents, sont inclus à la présente rubrique.

^{1/} Voir A/C.5/35/35 et Add.1.

Chapitre premier. Politiques, direction et coordination d'ensemble

- a) Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies :

Par suite d'une mission en 1979, la participation de l'ONU aux dépenses du secrétariat de la Caisse des pensions pour cette année-là n'avait pas fait l'objet d'engagements de dépenses et les crédits ouverts à cette fin ont été annulés. Pour que l'Organisation puisse faire face à cette obligation, il faut un crédit additionnel de 492 700 dollars.

- b) Bureau du Coordonnateur de l'aide à la reconstruction et au développement au Liban :

Lorsque le Bureau du Coordonnateur a été créé, on comptait lui fournir les bureaux et installations nécessaires dans des locaux de l'Organisation des Nations Unies. Les locaux qui lui ont ainsi été fournis initialement ont ensuite été repris par le Bureau qui les avait prêtés et qui en a eu besoin à d'autres fins. En conséquence, le Bureau du Coordonnateur a été installé dans un bâtiment où l'Organisation doit payer un loyer. Les frais en question sont estimés pour l'exercice biennal à 27 000 dollars.

Chapitre 2. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix

- a) Dans le cas des missions spéciales approuvées par le Secrétaire général en vertu des dispositions de la résolution 34/231 de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1980-1981 qui concernent le maintien de la paix et de la sécurité, des dépenses d'un montant total de 404 500 dollars ont été engagées au titre des frais de voyage et d'autres frais connexes, comme il est indiqué ci-après :
- i) Commission d'enquête sur la situation en Iran (375 000 dollars) ;
 - ii) Opération de maintien de la paix au Tchad (5 000 dollars);
 - iii) Situation concernant Malte et la Libye (4 500 dollars);
 - iv) Mission visant à faciliter les communications entre l'Iran et l'Iraq (100 000 dollars);
- b) Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan :

Le crédit demandé pour la location d'un avion dans le budget de l'exercice en cours avait été calculé sur la base des dépenses prévues pour un an (1976). Il s'est avéré nécessaire de louer un avion auprès d'une société commerciale faute d'en obtenir un d'un gouvernement. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981 (A/35/7, par. 2.23), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait reconnu qu'il faudrait peut-être un crédit supplémentaire à cet égard. Un crédit additionnel de 362 800 dollars est nécessaire pour couvrir le coût de la location de l'avion en question.

Chapitre 25. Cour internationale de Justice

Il faut un crédit additionnel d'un montant total de 619 000 dollars pour pouvoir verser une pension aux survivants de deux juges décédés (122 100 dollars), pour couvrir le coût des traitements des juges compte tenu de leur ajustement en fonction du coût de la vie en janvier 1980 (255 200 dollars) et pour couvrir le coût du personnel temporaire affecté à des tâches générales qui a été recruté pour faire face au volume de travail accru de la Cour en 1980 (442 500 dollars).

Chapitre 20. Administration, gestion et services généraux

Deux augmentations de crédits, d'un montant total de 139 300 dollars, dont le détail est indiqué ci-après, sont demandées à ce chapitre :

- i) Participation de l'ONU aux dépenses qu'entraînent les activités administratives financées en commun :

Le Comité administratif de coordination (CAC) a décidé de constituer un fonds interorganisations pour financer les mesures de sécurité à prendre en cas de situations d'urgence dans des pays autres que ceux où les organismes des Nations Unies ont leur siège. Le fonds a été établi avec effet au 1er janvier 1981 et son montant a été fixé à 400 000 dollars, dont 220 000 dollars seraient utilisés pour faire l'inventaire de base du matériel de radio-communications et 180 000 dollars pour couvrir les frais de fonctionnement. Le fonds serait géré par le Coordonnateur du Secrétaire général pour les questions de sécurité. Les dépenses financées par prélèvement sur le fonds (par exemple pour l'évacuation de fonctionnaires) seront remboursées par les organismes du système des Nations Unies au prorata du nombre total des fonctionnaires que chacun emploie dans des bureaux hors siège. La contribution de l'ONU pour la constitution initiale du fonds est de 108 000 dollars.

- ii) Appui à fournir à la garderie d'enfants de Genève :

Les négociations menées pour obtenir un appui financier de la ville de Genève à compter de 1982 se poursuivent activement, mais entre-temps une aide financière supplémentaire a été demandée par les trois organisations (Organisation internationale du Travail, Organisation mondiale de la santé et Organisation des Nations Unies) qui fournissent de façon suivie un appui à la garderie. Le Secrétaire général demande à cet égard que l'Organisation des Nations Unies fournisse une aide supplémentaire de 31 300 dollars.

/...

11. Les augmentations des prévisions de recettes se décomposent comme suit :

Chapitre premier des recettes. Recettes provenant des contributions du personnel
(2 312 700 dollars)

En ce qui concerne les recettes provenant des contributions du personnel, le Secrétaire général prévoit des augmentations qui sont dues aux effets des fluctuations des taux de change (1 875 400 dollars), à l'inflation (10 475 600 dollars) et à l'application des décisions d'organes directeurs (75 000 dollars), mais qui sont contrebalancées par une diminution des recettes en question du fait que le nombre des postes permanents vacants a été plus élevé que prévu comme il est indiqué dans le paragraphe 8 ci-dessus (10 114 100 dollars).

Chapitre 2 des recettes. Recettes générales (512 100 dollars)

Les ajustements sont dus aux facteurs suivants : effet des fluctuations monétaires sur les recettes provenant des loyers et des sommes remboursées au titre de services fournis à d'autres organismes à Genève, modification des montants des dépenses des secrétariats de la CFPI et du Corps commun d'inspection qui sont à la charge des autres organismes des Nations Unies, compte tenu des ajustements des dépenses prévues au chapitre 28, et effet des variations du taux de change à Vienne sur la part des dépenses du Centre international de Vienne qui sera à la charge de l'AIEA et de l'UNRWA.

Chapitre 3 des recettes. Activités productrices de recettes (3 553 300 dollars)

Des augmentations (3 878 000 dollars) des recettes brutes provenant des activités productrices de recettes sont contrebalancées par des augmentations de dépenses d'un montant de 5 324 700 dollars, de sorte que l'on constate une augmentation nette des recettes.

Récapitulation

12. Les ajustements proposés ci-dessus peuvent se récapituler comme suit :

	<u>Dépenses</u> (Dollars)	<u>Recettes</u> (Dollars)	<u>Montant net</u> (Dollars)
a) Effets des variations des taux de change	17 603 300	1 875 400	15 727 900
b) Effets des variations des taux d'inflation	73 558 400	10 475 600	63 082 800
c) Application des décisions d'organes directeurs	1 440 400	75 600	1 364 600
d) Autres changements et économies	(39 427 200)	(6 048 700)	(33 378 500)
Montant total des crédits additionnels nécessaires	<u>53 174 900</u>	<u>6 378 100</u>	<u>46 796 800</u>

13. Il faudrait en outre un crédit additionnel de 1 026 000 dollars ^{2/} pour ajuster les montants estimatifs révisés concernant les locaux du Centre international de Vienne (A/C.5/35/81) compte tenu des taux de change indiqués pour Vienne pour 1980 et 1981 dans le tableau 1. En conséquence, le montant total des crédits additionnels demandés dans le présent rapport s'élèverait à 47 822 800 dollars.

^{2/} Soit 9 900 dollars au chapitre 17, 924 100 dollars au chapitre 28 et 92 000 dollars au chapitre 29.

/...

Tableau 1
 TAUX DE CHANGE ET MOYENNE ANNUELLE DES TAUX D'INFLATION
 PAR LIEU D'AFFECTATION

Lieux d'affectation	Taux de change			Moyenne annuelle des taux d'inflation					
	Ouverture de crédits initiale pour 1980-1981	Présent rapport sur l'exécution du budget		Ouverture de crédits initiale		Présent rapport sur l'exécution du budget			
		1980	a/	1981	b/	1980	1981	1980	1981
New York	-	-	-	7	6	11	8		
Genève	1,73	1,660	1,71	1	1	5	1		
Vienne	14,00	12,81	13,30	6	6	6	6		
La Haye	2,08	1,98	2,05	5	5	7	6		
Bangkok	20,15	20,15	20,15	10	10	15	10		
Santiago <u>c/</u>				10	10	30	10		
Mexico <u>d/</u>				10	10	20	10		
Addis-Abeba	2,0545	2,0545	2,0545	10	10	14	10		
Beyrouth	2,97	2,97 <u>d/</u>	2,97 <u>d/</u>	10	10	10 <u>d/</u>	10 <u>d/</u>		
Nairobi	7,54	7,38	7,33	10	10	12	10		
Rome	840	842	860	16	16	10	10		
Centres d'information				7	6	15	10		
HCR <u>e/</u>				10	10	30	15		

a/ Taux moyen annuel calculé sur la base des taux mensuels effectivement pratiqués pour les opérations de l'ONU de janvier à novembre et des taux de novembre appliqués provisoirement pour le reste de l'année.

b/ Taux pratiqués en novembre 1980.

c/ Effets conjugués des fluctuations des taux de change et d'inflation.

d/ Taux utilisé pour calculer le montant de l'ouverture de crédits initiale.

e/ Effets conjugués de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Tableau 2
TAUX DE CHANGE

1980

Lieux d'affectation	Taux présumés pour le calcul de l'ouverture de crédits initiale pour 1980-1981	Taux présumés dans le présent rapport sur l'exécution du budget		(Taux mensuels pratiqués pour les opérations de l'ONU)											
		1980 ^{a/}	1981 ^{b/}	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Jun	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
GENEVE	1,73	1,668	1,71	1,60	1,60	1,69	1,85	1,67	1,67	1,63	1,63	1,63	1,63	1,71	1,71
VIENNE	14,00	12,81	13,30	12,50	12,50	12,50	13,70	12,90	12,70	12,50	12,40	12,70	12,70	13,30	13,50
LA HAYE	2,08	1,98	2,05	1,90	1,90	1,94	2,12	2,00	1,95	1,95	1,95	1,95	1,95	2,05	2,08
BANGKOK	20,15	20,15	20,15	20,15	20,15	20,15	20,15	20,15	20,15	20,15	20,15	20,15	20,15	20,15	20,15
SANTIAGO	c/	c/	c/	38,80	38,80	38,80	38,80	38,80	38,80	38,80	38,80	38,80	38,80	38,80	38,80
MEXICO	c/	c/	c/	22,64	22,64	22,75	22,75	22,75	22,75	22,75	22,90	22,90	22,90	23,00	23,00
ADDIS-ABEBA	2,0545	2,0545	2,0545	2,0545	2,0545	-----									
BEYROUTH	2,97	2,97 ^{d/}	2,97 ^{d/}	3,35	3,25	3,25	3,35	3,35	3,35	3,35	3,35	3,35	3,35	3,43	3,50
NAIROBI	7,54	7,38	7,33	7,40	7,40	7,40	7,57	7,57	7,35	7,35	7,22	7,33	7,33	7,33	7,50

^{a/} Taux moyen annuel calculé sur la base des taux mensuels effectivement pratiqués pour les opérations de l'ONU de janvier à novembre et des taux de novembre provisoirement appliqués pour le reste de l'année.

^{b/} Taux pratiqués en novembre 1980.

^{c/} Effets conjugués de l'inflation et des fluctuations des taux de change

^{d/} Taux utilisé pour calculer le montant de l'ouverture de crédits initiale.

...

Tableau 3

CLASSEMENT DES LIEUX D'AFFECTATION AUX FINS DE L'INDEMNITE DE POSTE PAYABLE AUX FONCTIONNAIRES
DE LA CATEGORIE DES ADMINISTRATEURS ET DES CATEGORIES SUPERIEURES

A/ Classes présumées hors du calcul de l'ouverture de crédits initiale.
B/ Classes présumées dans le présent rapport sur l'exécution du budget.
C/ Classes effectives en 1980.

Lieu d'affectation	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne de 1980	Moyenne pour 1981
NEW YORK	A/ 7	8	8	8	8	8	8	8	8	9	9	9	8 + 1,2	9 + 4
	BC/ 8	8	9	9	9	9	9	10	10	10	10	10	9 + 2	10 + 6,7
GENEVE	A/ 16 + 10	16 + 10	16 + 10	16 + 10	16 + 10	16 + 10	16 + 10	16 + 10	16 + 10	16 + 10	16 + 10	16 + 10	16 + 10	17 + 1
	BC/ 19 + 3	19 + 3	18 + 3	16 + 6	18 + 6	18 + 6	19	19	19	19	18 + 1	18 + 1	18 + 6,5	18 + 1
VIENNE	A/ 14	14	14	14	15	15	15	15	15	15	15	15	14 + 6,7	16 + 1,9
	BC/ 16 + 1	16 + 1	16 + 1	14 + 8	16 + 1	16 + 4	16 + 7	17 + 2	16 + 9	17	16 + 3	16 + 3	16 + 3,5	16 + 9
LA HAYE	A/ 14	14	14	14	14	14	14	14	15	15	15	15	14 + 3,3	15 + 5
	BC/ 16 + 6	17	16 + 8	15 + 1	16 + 2	17	17	17	17	17	16 + 8	16 + 8	16 + 7	17 + 2
BANGKOK	A/ 4	4	4	4	5	5	5	5	5	6	6	6	4 + 5,5	6 + 5,8
	B/ 4	5	5	5	5	6	6	7	7	7	7	7	5 + 5,9	7 + 5,2
	C/ 4	5	5	5	5	6	6	7	7	8	8	8	6 + 1,7	
SANTIAGO	A/ 8	8	8	9	9	9	9	10	10	10	10	10	9 + 1,6	11 + 3,1
	BC/ 10 + 6	11	11	11	11	11	12	12	12	12	12	12	11 + 4,3	13 + 4,5
MEXICO	A/ 3	4	4	4	4	4	4	4	4	5	5	5	4 + 1	6 + 1,2
	BC/ 4	5	6	6	6	7	7	8	8	8	9	9	6 + 6,7	9 + 7
ADDIS ABEBA	A/ 6	6	6	6	7	7	7	7	7	8	8	8	6 + 6,4	9 + 1,4
	BC/ 7	7	7	7	7	8	8	8	8	8	8	8	7 + 4	9 + 4
BEYROUTH	AB/ 7	8	8	8	8	8	8	8	9	9	9	9	8 + 1,8	10 + 2
	C/ 8	8 + 4	8 + 4	8 + 5	8 + 5	9	9	9	11	12	12	11 + 7	9 + 6	
NAIROBI	A/ 8	8	8	8	8	9	9	9	9	10	10	10	8 + 6,1	10 + 6,9
	BC/ 8	9	9	9	9	10	10	11	10 + 6	11	11	11	9 + 7,2	11 + 7

Tableau 4

TRAITEMENTS DES AGENTS DES SERVICES GENERAUX

Augmentation en monnaie locale (1978 = 100)

<u>Lieux d'affectation</u>		<u>Ouverture de crédits initiale</u>	<u>Présent rapport sur l'exécution du budget</u>	<u>Augmentations effectives</u>
NEW YORK	1979	6 p. 100	11,7 p. 100	Février 5,2 p. 100 Août 12,4 p. 100
	1980	5,7 p. 100	14,7 p. 100	Février 5 p. 100 Août 5 p. 100
	1981	5,4 p. 100	10,2 p. 100	
GENEVE ^{a/}	1979	2,8 p. 100	2,8 p. 100	Janvier 2,8 p. 100
	1980	-	2,5 p. 100	Janvier 2,5 p. 100
	1981	-	-	
VIENNE	1979	6 p. 100	6,7 p. 100	Décembre 5,2 p. 100
	1980	6,6 p. 100	6,5 p. 100	
	1981	6,2 p. 100	6 p. 100	
LA HAYE	1979	5 p. 100	9,6 p. 100	Janvier 6,7 p. 100
	1980	4,8 p. 100	5 p. 100	Avril 6,7 p. 100
	1981	5,5 p. 100	6,6 p. 100	
BANGKOK	1979	10 p. 100	5,9 p. 100	Juillet 7 p. 100
	1980	10 p. 100	25,6 p. 100	Janvier 7,6 p. 100 Juin 22 p. 100
	1981	10 p. 100	8,1 p. 100	
SANTIAGO	1979 ^{b/}			
	1980	10 p. 100	44,1 p. 100	Mars 6,3 p. 100 Juin 8 p. 100 Septembre 16,4 p. 100
	1981	10 p. 100	30 p. 100	
MEXICO	1979	15 p. 100	19,9 p. 100	Mars 22,2 p. 100
	1980	14,8 p. 100	26 p. 100	Février 24,2 p. 100
	1981	15,2 p. 100	15 p. 100	
ADDIS ABEBA	1979	10 p. 100	14 p. 100	Janvier 14,1 p. 100
	1980	10 p. 100	2 p. 100	Janvier 2 p. 100
	1981	10 p. 100	10 p. 100	
NAIROBI	1979	7 p. 100	13,5 p. 100	Mars 15 p. 100
	1980	7,5 p. 100	15,5 p. 100	Janvier 13 p. 100
	1981	7 p. 100	10 p. 100	

a/ Uniquement pour les nouveaux fonctionnaires; pas d'augmentation pour les fonctionnaires en poste.

b/ L'écart entre les pourcentages est dû au fait que le traitement effectif de 1979 était de 10 200 dollars, au taux de change de 38,8 pesos pour un dollar des Etats-Unis, alors que le traitement pris en considération pour calculer le montant de l'ouverture de crédits initiale était de 8 000 dollars, en raison des effets conjugués des taux de change et de l'inflation.

/...

Annexe I

Tableau récapitulatif des montants révisés pour l'exercice biennal 1980-1981
par chapitre et par principal facteur d'augmentation ou de diminution

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Chapitres des dépenses	Ouvertures de crédits initiales (Résolutions 34/230 A à C) (1)	Montant estimatif des dépenses additionnelles ou des diminutions					Total du montant révisé (3) (1) + (2)
		Taux de change	Inflation	Décisions d'organes directeurs	Economies et autres changements	Total (2)	
1er. Politiques, direction et coordination d'ensemble							
A. Organes directeurs							
1. Assemblée générale	4 066,2		390,7	166,2		556,9	4 623,1
2. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (y compris son secrétariat)	1 201,7		112,3		(23,7)	88,6	1 290,3
3. Comité des contributions	131,0		17,5			17,5	148,5
4. Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (y compris son secrétariat)	1 931,2		108,2		(13,0)	95,2	2 026,4
5. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	1 247,4		64,1	94,9	492,7	651,7	1 899,1
6. Conseil mondial de l'alimentation	3 279,9	(36,3)	304,5	135,7	83,6	487,5	3 767,4
7. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	109,9		14,6		(14,6)		109,9
B. Direction exécutive et administration							
1. Le Secrétaire général ...	608,8		40,8			40,8	649,6
2. Cabinet du Secrétaire général	3 831,9		332,1		(137,1)	195,0	4 026,9
3. Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale	2 179,8		180,8		(83,8)	97,0	2 276,8
4. Bureau des Secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques spéciales	1 931,9		142,2		(67,3)	74,9	2 006,8

/...

Chapitres des dépenses	Ouvertures de crédits initiales (Résolutions 34/230 A à C) (1)	Montant estimatif des dépenses additionnelles ou des diminutions					Total du montant révisé (3) (1) + (2)	
		Taux de change	Inflation	Décisions d'organes directeurs	Economies et autres changements	Total (2)		
5. Bureau des questions politiques spéciales	1 693,7		136,4			(38,3)	98,1	1 791,8
6. Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève	2 514,1	60,6	98,9			(69,6)	89,9	2 604,0
7. Bureau du Coordonnateur de l'aide à la reconstruction et au développement au Liban	385,9		21,3			(11,2)	10,1	396,0
	25 113,4	24,3	1 964,4	396,8		117,7	2 503,2	27 616,6
2. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix								
A. Organes directeurs	532,7	7,2	38,7			(19,9)	26,0	558,7
B. Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité	14 144,7	6,4	990,4	61,2		(244,6)	813,4	14 958,1
C. Secrétariat de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer	1 490,3		128,1			(128,1)		1 490,3
D. Missions spéciales	33 521,8	(2,7)	3 406,3	649,2		397,3	4 450,1	37 971,9
E. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	9 568,5	435,4	(81,9)			(11,0)	342,5	9 911,0
	59 258,0	446,3	4 481,6	710,4		(6,3)	5 632,0	64 890,0
3. Affaires politiques, tutelle et décolonisation								
A. Organes directeurs	1 315,7		142,7			(142,7)		1 315,7
B. Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation	4 795,2		346,1			(224,2)	121,9	4 917,1
C. Namibie	5 165,6		334,7			(280,4)	54,3	5 219,9
D. Centre contre l'apartheid ...	2 307,7	4,7	153,4			(96,8)	61,3	2 369,0
	13 584,2	4,7	976,9			(744,1)	237,5	13 821,7
4. Organes directeurs (activités économiques et sociales)								
A. Conseil économique et social, ses commissions et comités techniques et autres réunions périodiques	1 228,9		158,6				158,6	1 387,5

Chapitres des dépenses	Ouvertures de crédits initiales (Résolutions 34/230 A à C) (1)	Montant estimatif des dépenses additionnelles ou des diminutions					Total du montant révisé (3) (1) + (2)
		Taux de change	Inflation	Décisions d'organes directeurs	Economies et autres changements	Total (2)	
B. Conférences spéciales	5 845,0	7,6	221,9				6 174,5
	7 073,9	7,6	480,5			488,1	7 562,0
5A. Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale	2 431,5		177,7		(82,7)	95,0	2 526,5
5B. Centre pour la science et la technique au service du développement	1 418,9		41,9		(608,2)	(566,3)	852,6
	3 850,4		219,6		(690,9)	(471,3)	3 379,1
6. Département des affaires économiques et sociales internationales	40 035,8	582,5	2 277,0		(1 473,9)	1 385,6	41 421,4
7. Département de la coopération technique pour le développement	13 110,0	41,5	991,1		(538,3)	494,3	13 604,3
8. Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales	2 500,2		187,1		(106,6)	80,5	2 580,7
9. Centre sur les sociétés transnationales	7 298,1	8,3	531,7		(306,1)	233,9	7 532,0
10. Commission économique pour l'Europe	24 137,3	587,8	866,4			1 454,2	25 591,5
11. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	23 056,1		2 827,4	257,4	(92,0)	2 992,8	26 048,9
12. Commission économique pour l'Amérique latine	32 455,8		10 198,5		(646,8)	9 551,7	42 007,5
13. Commission économique pour l'Afrique	27 120,3		987,4		1 225,4	2 212,8	29 333,1
14. Commission économique pour l'Asie occidentale	14 393,5						14 393,5
15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	50 069,6	1 191,7	2 219,8		(520,7)	2 890,8	52 960,4
16. Centre du commerce international	8 370,5	201,1	330,5		(35,8)	495,8	8 866,3
17. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	70 117,2	4 690,3	(126,6)			4 563,7	74 680,9
18. Programme des Nations Unies pour l'environnement	10 670,2	279,5	637,8		(370,8)	546,5	11 224,7
19. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	7 598,4	154,1	370,9		(315,1)	209,9	7 808,3
20. Contrôle international des drogues	5 904,2	391,4	47,4		(166,1)	272,7	6 176,9
21. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	25 740,6	321,1	841,1			1 162,2	26 902,8

...

Chapitre des dépenses	Ouvertures de crédits initiales (Résolutions 34/230 A à C) (1)	Montant estimatif des dépenses additionnelles ou des diminutions					Total du montant révisé (3) (1) + (2)
		Taux de change	Inflation	Décisions d'organes directeurs	Economies et autres changements	Total (2)	
22. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	4 762,2	93,7	186,3		(234,3)	45,7	4 807,9
23. Droits de l'homme	9 689,9	234,4	590,6		(565,3)	259,7	9 949,6
24. Programme ordinaire d'assistance technique	27 248,1	449,6	1 124,1		(787,0)	786,7	28 034,8
25. Cour internationale de Justice	7 573,2	124,8	219,5		819,8	1 164,1	8 737,3
26. Activités juridiques							
A. Organes directeurs	1 568,6	36,0	167,0		(161,6)	41,4	1 610,0
B. Réunions et conférences spéciales							
C. Bureau des affaires juridiques	8 480,4	112,9	459,3		(303,5)	268,7	8 749,1
	10 049,0	148,9	626,3		(465,1)	310,1	10 359,1
27. Information							
A. New York	26 166,6	6,0	1 953,4		(962,9)	996,5	29 163,1
B. Genève	3 556,0	87,0	126,0		(93,4)	119,6	3 676,4
C. Centres d'information	14 502,9		229,0			229,0	14 731,9
28. Administration, gestion et services généraux	46 226,3	93,0	2 308,4		(1 056,3)	1 345,1	47 571,4
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion	604,6		47,8		(18,9)	28,9	633,5
B. Bureau des services financiers	10 633,0		913,7		(458,5)	455,2	11 088,2
C. Bureau des services du personnel	10 280,8		935,4		(423,5)	511,9	10 792,7
D. Bureau des services généraux (New York)	81 577,4	14,5	8 314,0		(1 092,2)	7 236,3	88 813,7
E. Service de gestion administrative	1 644,5		119,7		(81,1)	38,6	1 683,1
F. Division de vérification intérieure des comptes	3 229,9	29,3	180,5		(145,1)	64,7	3 294,6
G. Division du traitement électronique de l'information et des systèmes d'information	12 053,5	(3,2)	241,2		(332,1)	(94,1)	11 959,4
H. Services administratifs et financiers (Genève)	10 666,4	260,0	328,7		(212,5)	376,2	11 042,6
I. Division des services généraux (Genève)	45 878,8	1 113,5	2 503,2		(545,3)	3 071,4	48 950,2

...

Chapitres des dépenses	Ouvertures de crédits initiales (Résolutions 34/230 A à C) (1)	Montant estimatif des dépenses additionnelles ou des diminutions					Total du montant révisé (3) (1) + (2)
		Taux de change	Inflation	Décisions d'organes directeurs	Economies et autres changements	Total (2)	
J. Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales) ..	5 268,5	27,7	293,6		(177,6)	143,7	5 412,2
K. Dépenses diverses	6 652,7		280,3		(256,4)	23,9	6 676,6
L. Activités administratives financées en commun							
1. Commission de la fonction publique internationale	3 986,2	11,5	286,2		(163,1)	134,6	4 120,8
2. Corps commun d'inspection	4 159,8	100,8	202,8		(188,3)	115,3	4 275,1
3. Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives (participation de l'ONU aux dépenses)	297,9	7,2	12,0		96,0	115,2	413,1
M. Services administratifs (Vienne)	16 074,4	1 109,2	72,9			1 482,1	17 556,5
29. Services de conférence et bibliothèques	213 008,4	2 970,5	14 732,0		(3 998,6)	13 703,9	226 712,3
A. Département des services de conférence (New York) .	96 607,4		7 579,5		(3 299,1)	4 280,4	100 887,8
B. Services de conférence (Genève)	80 192,6	1 991,0	3 247,9		(1 806,5)	3 432,4	83 625,0
C. Services de conférence (Vienne)	245,6	16,4	0,6			17,0	262,6
D. Bibliothèque (New York) ..	8 801,4		781,4		(334,1)	447,3	9 248,7
E. Bibliothèque (Genève)	4 357,8	106,1	168,8		(103,1)	171,8	4 529,6
F. Bibliothèque (Vienne)	212,0	18,6	1,2			19,8	231,8
	190 416,8	2 132,1	11 779,4		(5 542,8)	8 368,7	198 785,5
30. Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	17 056,0						17 056,0
31. Contributions du personnel	184 604,3	1 828,8	10 231,0	75,8	(9 928,5)	2 207,1	186 811,4
TOTAL, appui aux programmes et services communs	1 182 099,9	17 008,0	73 108,1	1 440,4	(26 428,5)	65 128,0	1 247 227,9
32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	65 693,3	595,3	450,3		(12 998,7)	(11 953,1)	53 740,2
TOTAL GENERAL							
prévisions de dépenses (montant brut)	1 247 793,2	17 603,3	73 558,4	1 440,4	(39 427,2)	53 174,9	1 300 968,1
Pourcentage d'augmentation par rapport au crédit ouvert		1,4%	5,9%	0,1%	(3,2%)	4,3%	

...

Chapitres des dépenses	Ouvertures de crédits initiales (Résolutions 34/230 A à C) (1)	Montant estimatif des dépenses additionnelles ou des diminutions					Total du montant révisé (3) (1) + (2)
		Taux de change	Inflation	Décisions d'organes directeurs	Economies et autres changements	Total (2)	
Chapitres des recettes							
1er. Recettes provenant des contributions du personnel	188 028,6	1 875,4	10 475,6	75,8	(10 114,1)	2 312,7	190 341,3
2. Recettes générales	21 448,7				512,1 <u>1/</u>	512,1	21 960,8
3. Activités productrices de recettes	<u>11 865,9</u>				<u>3 553,3</u>	<u>3 553,3</u>	<u>15 419,2</u>
TOTAL, prévisions de recettes	<u>221 343,2</u>	<u>1 875,4</u>	<u>10 475,6</u>	<u>75,8</u>	<u>(6 048,7)</u>	<u>6 378,1</u>	<u>227 721,3</u>
TOTAL GENERAL, prévisions de dépenses (montant net)	<u>1 026 450,0</u>	<u>15 727,9</u>	<u>63 082,8</u>	<u>1 364,6</u>	<u>(33 378,5)</u>	<u>46 796,8</u>	<u>1 073 246,8</u>
Pourcentage d'augmentation		1,5%	6,2%	0,1%	(3,3%)	4,5%	

1/ Compte tenu de l'effet de l'inflation et des variations des taux de change.